

Le 4 octobre 2019

**CONSULTATION PUBLIQUE N°2019-014 DU 23 JUILLET 2019
RELATIVE AU PROCHAIN TARIF D'UTILISATION DES
INFRASTRUCTURES DE STOCKAGE SOUTERRAIN DE GAZ NATUREL
DE STORENGY, TERÉGA ET GEOMETHANE**

-

CONTRIBUTION DE L'UNIDEN

PROPOS LIMINAIRES

L'UNIDEN souhaite rappeler que la réforme stockage initiée en 2017 a vu la mise en place d'un revenu garanti pour les opérateurs de stockage, articulé autour d'enchères sans prix de réserves, ce que nous regrettons fortement, et d'un terme de stockage pour les utilisateurs du réseau de gaz naturel afin de compenser l'écart entre le revenu garanti et le revenu des enchères. Dans ce cadre, les consommateurs industriels raccordés au réseau de transport et au réseau de distribution (profils contre-modulés P13 et P14) ont été jusqu'alors - et à juste titre - exonérés de ce terme de stockage dans la mesure où ils ne bénéficient pas du statut de « consommateurs protégés » au sens du Règlement UE 2017/1938 (art 2, point 5) car délestés en priorité pour sauvegarder les consommateurs protégés.

Nous souhaitons également préciser que la consommation des consommateurs industriels est globalement stable et non thermosensible. Ceux-ci ne contribuent donc pas au risque climatique d'approvisionnement lié aux pics de consommation générés par les consommateurs protégés (domestiques & tertiaires) lors des périodes froides et qui rend nécessaire le remplissage des stockages.

Les consommateurs industriels raccordés aux réseaux de transport et de distribution ne bénéficient pas de façon générale du service de stockage et n'étant en rien protégés in fine en cas de crise, l'UNIDEN reste fondamentalement opposée à l'élargissement de l'assiette de compensation et réitère expressément sa demande d'exonération du terme de stockage.

Comme le rappelle la CRE, en contrepartie de l'obligation, dans la PPE, du maintien en exploitation des sites de stockage considérés comme nécessaires à la sécurité d'approvisionnement, les opérateurs de stockage ont la garantie de voir leurs charges couvertes, dans la mesure où ces charges sont celles d'un opérateur efficace.

A ce titre nous saluons les analyses de la CRE face aux demandes des opérateurs de réseau, affichant des hausses excessives de près de 17% entre 2019 et 2020 suivies de hausses annuelles allant de 6% à 9% sur la période tarifaire. De telles hausses ne sont pas acceptables, et le scénario illustratif nous paraît tout à fait raisonnable en affichant une baisse de coûts de 4 à 5% en 2020 vs. 2019, reflétant ainsi des gains d'efficacité alors que selon les règles de l'ATS1, les coûts 2019 des opérateurs de stockage sont couverts dans leur intégralité par la somme du revenu des enchères et de la compensation stockage.

Cependant, la maîtrise globale de ces coûts, bien qu'absolument nécessaire, ne garantit pas une maîtrise du montant de la compensation stockage pour le consommateur final du fait des variations du revenu des enchères. L'UNIDEN demande donc :

- **qu'un prix de réserve soit mis en place pour chaque enchère ;**
- **que le terme de compensation stockage ne puisse pas évoluer de plus de 2% par an ;**
- **qu'un accès privilégié aux enchères soit organisé pour les industriels gazo-intensifs ; ce qui devra nécessairement s'accompagner de l'annulation du terme de compensation stockage, faute de quoi l'industriel paierait deux fois son stockage.**

Question 1 Quelle est votre position quant à l'introduction éventuelle d'une différenciation entre la rémunération des actifs historiques et des nouveaux actifs pour le tarif ATS2 ?

L'UNIDEN soutient cette différenciation car elle permet de donner un signal plus juste aux investisseurs, tout en prenant en compte le contexte financier actuel particulièrement favorable. Dans un contexte de baisse significative des taux d'intérêt, pour les actifs historiques, les modalités de détermination des taux de rémunération devraient également prendre en considération les possibilités de refinancement de la dette des opérateurs de réseau.

Question 2 Avez-vous des remarques concernant le traitement des actifs cédés envisagé par la CRE pour le tarif ATS2 ?

L'UNIDEN est tout à fait en ligne avec la proposition de la CRE. Dans la mesure où le consommateur final a effectivement porté la charge de l'actif, il devra également bénéficier du produit de la cession dudit actif. L'utilisation du CRCP à cette fin nous paraît tout indiquée. Il faudra cependant veiller à ce que l'actif soit effectivement cédé à sa juste valeur.

Question 3 Etes-vous favorables aux grands principes tarifaires que la CRE envisage pour le tarif ATS2 ?

L'UNIDEN est d'accord avec les principes tarifaires ici proposés par la CRE, car cela permet d'une part d'avoir une harmonisation d'approche avec le TURPE et l'ATRT. La mise en place du cap à la hausse et à la baisse de +/-2% par an est nécessaire pour donner de la visibilité aux utilisateurs mais reste insuffisante. En effet, le revenu garanti est couvert en partie par les enchères, sans prix de réserve. Force est de constater que les deux dernières années, le prix des enchères de stockage s'est situé bien en-dessous du revenu garanti des opérateurs. L'UNIDEN demande à ce titre la mise en place d'un prix de réserve afin de rééquilibrer les coûts supportés par les utilisateurs du réseau et les coûts couverts par les enchères. Rappelons à ce titre que sur l'année gazière avril 2019 – mars 2020, 75% de ces revenus garantis ont été directement supportés par les consommateurs, à savoir 540 M€ sur les 727,6 M€ autorisés. Sans prix de réserve sur les enchères, la compensation collectée auprès des utilisateurs peut fortement varier fortement à la hausse d'une année sur l'autre.

L'UNIDEN demande à ce que la compensation stockage collectée par les gestionnaires de réseau soit capée à la hausse à + 2% par an.

Par ailleurs, nous demandons à ce que le coût de démantèlement des trois stockages, placés sous cocon (Saint Clair sur Epte, Soings-en-Sologne et Trois-Fontaines) avant la mise en place de la réforme du stockage, ne soit pas couvert par les revenus garantis.

Question 4 Avez-vous des remarques concernant le calendrier et les principes d'évolution tarifaire envisagés par la CRE pour le tarif ATS2 ?

L'UNIDEN est favorable au calendrier. Mais comme évoqué à la question 3, nous souhaitons qu'au-delà de l'évolution annuelle des revenus garantis soit mis en place un cap sur l'évolution de la compensation stockage, ainsi que soit fixé un prix de réserve aux enchères.

Question 5 Etes-vous favorable au périmètre des charges et produits couverts par le CRCP envisagé par la CRE pour le tarif ATS2 ?

L'UNIDEN est favorable au périmètre des charges et produits relevant du CRCP proposé par la CRE.

Question 6 Etes-vous favorable aux mécanismes de régulation incitative des investissements proposés par la CRE pour le tarif ATS2 ?

L'UNIDEN est globalement favorable aux mécanismes d'incitation sur les investissements. Cependant, vu le faible nombre de projets supérieurs à 20 M€ évoqués par la CRE, l'UNIDEN souhaiterait que le seuil de 20 M€ soit ramené à 15 M€ voire 10 M€ et qu'y soit appliqué la bande de neutralité de +/-5% ainsi que le bonus/malus, tout en maintenant des audits aléatoires sur les autres projets.

Question 7 Etes-vous favorable à la simplification et à l'évolution du dispositif de régulation incitative de la qualité de service, notamment environnementale, envisagé par la CRE pour le tarif ATS2 ?

L'UNIDEN est favorable à la proposition de la CRE.

Question 8 Etes-vous favorable à ce que les opérateurs de stockage reçoivent un bonus/malus équivalent à 1,0 % des premiums des enchères de stockage lorsque le niveau du filet de sécurité est atteint ?

L'UNIDEN demande à ce que les enchères se fassent avec un prix de réserve, car ce serait le meilleur moyen de garantir un revenu d'enchères.

Nous sommes sur le principe favorables à une incitation sur le prix des enchères, via un bonus / malus mais nous demandons que le seuil de déclenchement du bonus corresponde à un prix d'enchère couvrant au minimum 50% des revenus autorisés.

Nous souhaitons en effet que le prix des enchères soit plus élevé afin de refléter sa vraie valeur. Mais nous ne comprenons pas comment les opérateurs auraient perçus un bonus de 828 K€ au titre des enchères de stockage 2019, alors qu'il reste 75% du revenu autorisé à couvrir via le terme de compensation stockage.

Question 9 Etes-vous favorable à la fixation dans le tarif des pénalités à verser par l'opérateur de stockage à un client en cas de non disponibilité des capacités achetées par celui-ci ?

Pas d'avis

Question 10 Avez-vous des remarques concernant le cadre de régulation incitative de l'innovation et de la R&D envisagé par la CRE pour le tarif ATS2 ?

Un contrôle de la pertinence et de l'efficacité des dépenses relatives à la R&D est primordiale, notamment dans un contexte de transition énergétique. Le caractère innovant des projets financés par ce mécanisme devra être démontré.

Question 11 Etes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE concernant le niveau des charges à couvrir pour la période ATS2 pour Storengy, Teréga et Géométhane ?

La CRE propose dans sa consultation relative à l'évolution du tarif ATRT7 l'élargissement de la compensation stockage aux consommateurs industriels raccordés aux réseaux de transport et de distribution, proposition à laquelle l'UNIDEN reste résolument opposée.

Cependant dans l'hypothèse où cette proposition venait à se concrétiser, les industriels devraient supporter un coût supplémentaire, alors que leur profil sensiblement plat et non climatique ne contribue pas à la pointe climatique, pointe pour laquelle le stockage est nécessaire. Et en cas de crise d'approvisionnement, ils ne bénéficieront pas non plus de ce stockage en tant que consommateurs non protégés. La formule de modulation proposée par la CRE permet cependant de limiter l'impact pour une majorité d'industriels, mais l'impact sera majeur pour certaines industries, du fait de leur activité cyclique mais non thermosensible. La CRE mentionne d'ailleurs à ce titre l'activité du sucre. Les cogénérations industrielles au gaz naturel seront également fortement impactées. **Il est donc absolument nécessaire que les coûts des opérateurs de stockage soient maîtrisés et reflètent une gestion efficace des opérations de stockage.**

Nous appelons donc la CRE à une très grande vigilance pour la maîtrise de ces coûts, au vu des demandes des opérateurs de stockage. Rappelons que Storengy demande une hausse de 88 M€ (+16,9%), Teréga une hausse de 27 M€ (+16,4%) et Géométhane une hausse de 3,5 M€ (+8,4%), entre la prévision 2019 et 2020, puis des hausses comprises entre 6 et 9% par an sur la période tarifaire. De telles hausses de coûts ne sont pas acceptables.

C'est pourquoi nous sommes favorables à l'analyse de la CRE dans la mesure où la trajectoire de revenu autorisé intégrant les ajustements du consultant et de la CRE pour chaque opérateur de stockage permet effectivement de maintenir les coûts pour la prochaine période tarifaire à un niveau reflétant une gestion efficace, en diminution de quelques pourcents par rapport à 2019. Rappelons à ce titre que dans l'ATS1, 100% des coûts des opérateurs sont pris en charge dans le tarif, sans analyse particulière de l'efficacité des coûts.

Dans un contexte de non-maitrise des coûts de stockage pour le consommateur du fait de l'impact du revenu des enchères sur le terme final de stockage, il devient également absolument nécessaire de mettre en place pour les industriels gazo-intensifs un accès privilégié aux enchères, afin de mieux maîtriser leurs coûts tout en participant au remplissage des stockages, en ligne avec l'objectif de sécurité d'approvisionnement de la réforme du stockage. **Cet accès doit être associé à l'annulation du terme de modulation, faute de quoi, l'industriel paierait deux fois son stockage.**

Concernant le coût moyen pondéré du capital (CMPC), nous nous étonnons des demandes très élevées des opérateurs de réseau sur des revenus régulés alors que début septembre 2019, l'Etat français a emprunté à des taux négatifs à 15 ans et que ENGIE (détenant GRTgaz à 75%) a annoncé avoir émis des obligations à 7,5 ans à taux d'intérêt nul. **Il nous apparaît donc nécessaire de baisser le CMPC par rapport aux demandes des opérateurs, afin de faire bénéficier aux utilisateurs du réseau du contexte financier actuel particulièrement favorable.**